Questions d'actualité dans le cadre de la niche parlementaire 2026

Etude réalisée pour La France Insoumise

Octobre 2026

Notice technique à la Commission des sondages

Département Politique & Opinion

Méthodologie d'enquête

Méthodologie d'enquête

Terrain

Enquête réalisée en ligne du 16 au 19 octobre 2026.

Echantillon

Échantillon de **1 067** personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Quotas

Méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e).

Aide à la lecture des résultats détaillés :

- Les chiffres présentés sont exprimés en pourcentage.
- Les chiffres en italique sont ceux qui apparaissent significativement au-dessus de la moyenne.

Méthodologie d'enquête

Les répondants à cette étude sont issus du panel propriétaire Toluna-Harris Interactive.

Les panélistes Toluna ayant complété le questionnaire obtiennent des points cumulables pour une valeur inférieure à 1 euro.

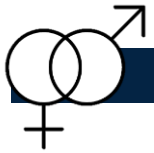
Intervalle de confiance

L'intervalle de confiance (parfois appelé « marge d'erreur ») permet de déterminer la confiance qui peut être attribuée à une valeur, en prenant en compte la valeur observée et la taille de l'échantillon. Si le calcul de l'intervalle de confiance concerne les sondages réalisés avec la méthode aléatoire, il est communément admis qu'il est proche pour les sondages réalisés avec la méthode des quotas.

Taille de l'échantillon	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
100 interviews	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10
200 interviews	3,1	4,3	5,7	6,5	6,9	7,1
300 interviews	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400 interviews	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500 interviews	2,0	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600 interviews	1,8	2,4	3,3	3,8	4,0	4,1
800 interviews	1,5	2,1	2,8	3,2	3,4	3,5
1 000 interviews	1,4	1,8	2,5	2,9	3,0	3,1
2 000 interviews	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,3
3 000 interviews	0,8	1,1	1,5	1,7	1,8	1,8
4 000 interviews	0,7	0,9	1,3	1,5	1,6	1,6
6 000 interviews	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4

Note de lecture : **dans le cas d'un échantillon de 1 000 personnes**, si le pourcentage mesuré est de 10%, la marge d'erreur est égale à 1,8. Il y a donc 95% de chance que le pourcentage réel soit compris entre 8,2% et 11,8% (plus ou moins 1,8 point).

Données socio-démographiques



SEXE	Brut	Redressé
Un homme	50	48
Une femme	50	52
ÂGE		
18 - 24 ans	10	10
25 - 34 ans	13	15
35 - 49 ans	26	24
50 - 64 ans	23	25
65 ans et plus	28	26
PCS DE L'INTERVIEWÉ(E)		
PCS+	29	29
PCS-	28	29
Inactifs	43	42
REGION		
Région Parisienne	18	19
Nord-Est	24	22
Nord-Ouest	23	23
Sud-Est	24	25
Sud-Ouest	11	11

Questionnaire

Questionnaire

L'ensemble des questions posées dans cette enquête ont été présentées dans un ordre aléatoire pour chaque répondant

A tous

Êtes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?

Présentation des items en ordre aléatoire

1. La prise en charge à 100 % par l'Assurance maladie des soins liés aux violences sexuelles, sans avance de frais par les victimes
2. La prise en charge par l'Assurance maladie d'un parcours de soins spécialisé en psychotraumatisme pour l'ensemble des victimes de violences sexuelles, majeures comme mineures, quelle que soit la date de commission des faits
3. Le renforcement de la formation obligatoire des professionnels de santé et du médico-social pour mieux repérer et accompagner les victimes
4. La mise en place à l'école d'un entretien individuel annuel visant à mieux prévenir et repérer d'éventuelles situations de violence chez les enfants

1. Tout à fait favorable
2. Plutôt favorable
3. Plutôt opposé(e)
4. Tout à fait opposé(e)

A tous

Aujourd'hui, certains jeux vidéo achetés en ligne peuvent devenir inaccessibles lorsque leur éditeur arrête leur exploitation ou ferme les services nécessaires à leur fonctionnement. Êtes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?

Présentation des items en ordre aléatoire

1. Garantir qu'une personne ayant acheté un jeu vidéo en ligne puisse continuer à y accéder, même si son éditeur arrête son exploitation commerciale
2. Permettre à la Bibliothèque nationale de France de conserver et remettre à disposition certains jeux vidéo devenus indisponibles

1. Tout à fait favorable
2. Plutôt favorable
3. Plutôt opposé(e)
4. Tout à fait opposé(e)

Questionnaire

L'ensemble des questions posées dans cette enquête ont été présentées dans un ordre aléatoire pour chaque répondant

A tous

Êtes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?

Présentation des items en ordre aléatoire

1. Augmenter le montant du SMIC à 1 700 euros nets par mois
2. Indexer automatiquement les salaires du secteur privé sur l'inflation
3. Porter l'allocation de solidarité aux personnes âgées (minimum vieillesse) au niveau du seuil de pauvreté (soit 1 337 euros par mois pour une personne seule et 2 005 euros pour un couple)
4. Faire contribuer davantage les très grandes entreprises pour aider les petites et moyennes entreprises à financer les hausses de salaires

1. Tout à fait favorable
2. Plutôt favorable
3. Plutôt opposé(e)
4. Tout à fait opposé(e)

A tous

Le Canal Seine-Nord Europe est un projet de grand canal fluvial d'une longueur de 107 km à travers les départements de l'Oise, de la Somme et du Nord, destiné à relier le bassin de la Seine au réseau fluvial du nord de l'Europe. Les parties prenantes du projet mettent en avant ses apports en matière d'économie, de maîtrise de l'eau et d'écologie tandis que celui-ci est contesté par divers acteurs pour son coût, les risques pour l'écosystème local et la préexistence d'un autre canal.

Êtes-vous favorable ou opposé(e) à l'instauration d'un moratoire de dix années sur la réalisation du Canal Seine-Nord Europe et de ses aménagements associés, c'est-à-dire la suspension de ce projet durant 10 ans ?

1. Tout à fait favorable
2. Plutôt favorable
3. Plutôt opposé(e)
4. Tout à fait opposé(e)

Questionnaire

L'ensemble des questions posées dans cette enquête ont été présentées dans un ordre aléatoire pour chaque répondant

A tous

Les AESH sont les accompagnants d'élèves en situation de handicap. Êtes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?

Présentation des items en ordre aléatoire

1. Créer un corps de fonctionnaires de catégorie B pour les AESH
2. Titulariser (c'est-à-dire les faire devenir fonctionnaires) les AESH déjà en poste dans les établissements scolaires

1. Tout à fait favorable
2. Plutôt favorable
3. Plutôt opposé(e)
4. Tout à fait opposé(e)

A tous

En 2026, l'usage de deux pesticides, l'acétamipride et le flupyradifurone, a de nouveau été autorisé pour certaines cultures agricoles (noisettes, cerises, pommes, betterave à sucre). Seriez-vous favorable ou opposé(e) à ce que l'acétamipride et le flupyradifurone soient de nouveau interdits ?

1. Tout à fait favorable
2. Plutôt favorable
3. Plutôt opposé(e)
4. Tout à fait opposé(e)

Questionnaire

L'ensemble des questions posées dans cette enquête ont été présentées dans un ordre aléatoire pour chaque répondant

A tous

Aujourd'hui, une personne peut être radiée des listes électorales d'une commune si elle est considérée comme n'ayant plus d'attache suffisante avec cette commune (une personne faisant ses études dans une autre ville, une personne ayant déménagé sans avoir fait les démarches pour changer son inscription électorale…). Êtes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?

Présentation des items en ordre aléatoire

1. Ne pas radier des personnes des listes électorales pour perte d'attache communale dans les six semaines précédant une élection
2. Permettre à une personne radiée de demander sa réinscription jusqu'à dix jours avant le scrutin
3. Mettre en place la mise à jour automatique de l'inscription des citoyens sur les listes électorales à tout âge de la vie (par exemple quand une personne déménage pour son travail ou ses études)

1. Tout à fait favorable
2. Plutôt favorable
3. Plutôt opposé(e)
4. Tout à fait opposé(e)

A tous

L'aide sociale à l'enfance (ASE) accompagne les enfants et jeunes en difficulté. La protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) suit notamment des jeunes faisant l'objet de mesures judiciaires. Actuellement, ces deux dispositifs suivent les jeunes jusqu'à leurs 21 ans. Êtes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?

Présentation des items en ordre aléatoire

1. Permettre l'accompagnement des jeunes majeurs protégés jusqu'à 25 ans quel que soit leur parcours de vie (qu'ils soient issus de l'aide sociale à l'enfance, de la protection judiciaire de la jeunesse, ou que leur vulnérabilité sur le plan familial soit repérée post majorité)
2. Permettre l'accompagnement des jeunes suivis par la protection judiciaire de la jeunesse jusqu'à leurs 25 ans
3. Créer un fonds financé par l'État pour aider les départements à financer l'accompagnement des jeunes majeurs

1. Tout à fait favorable
2. Plutôt favorable
3. Plutôt opposé(e)
4. Tout à fait opposé(e)

Questionnaire

L'ensemble des questions posées dans cette enquête ont été présentées dans un ordre aléatoire pour chaque répondant (toujours l'une après l'autre concernant ce bloc thématique)

A tous

Êtes-vous favorable ou opposé(e) au renforcement du contrôle de l'Etat sur les investissements étrangers dans les entreprises jugées stratégiques pour la France ?

1. Tout à fait favorable
2. Plutôt favorable
3. Plutôt opposé(e)
4. Tout à fait opposé(e)

A tous

Et plus précisément seriez-vous favorable ou opposé(e) au renforcement du contrôle des investissements étrangers par l'Etat dans chacun des domaines suivants ? Les entreprises de…

Présentation des items en ordre aléatoire

1. La défense
2. La santé
3. L'agroalimentaire
4. L'agriculture
5. L'énergie
6. L'eau
7. Les transports
8. Les télécommunications

1. Tout à fait favorable
2. Plutôt favorable
3. Plutôt opposé(e)
4. Tout à fait opposé(e)

Questionnaire

L'ensemble des questions posées dans cette enquête ont été présentées dans un ordre aléatoire pour chaque répondant

A tous

Aujourd'hui, certains délits peuvent être sanctionnés par une amende forfaitaire délictuelle, c'est-à-dire une amende décidée directement par les membres des forces de l'ordre (policier, gendarme) sans procès immédiat devant un juge. Seriez-vous favorable ou opposé(e) à l'abrogation (c'est-à-dire la suppression) du dispositif des amendes forfaitaires délictuelles, c'est à-dire que l'ensemble des délits seraient concernés par une procédure pénale standard (en passant devant un Tribunal correctionnel) ?

1. Tout à fait favorable
2. Plutôt favorable
3. Plutôt opposé(e)
4. Tout à fait opposé(e)

A tous

Aujourd'hui, les pensions alimentaires versées au parent qui a la garde des enfants sont assujetties à l'impôt sur le revenu, tandis que le versement de cette pension alimentaire par le parent « non-gardien » bénéficie de la possibilité de déduire ce montant de l'impôt sur le revenu. Seriez-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ? [Rappel novembre 2025]

Présentation des items en ordre aléatoire

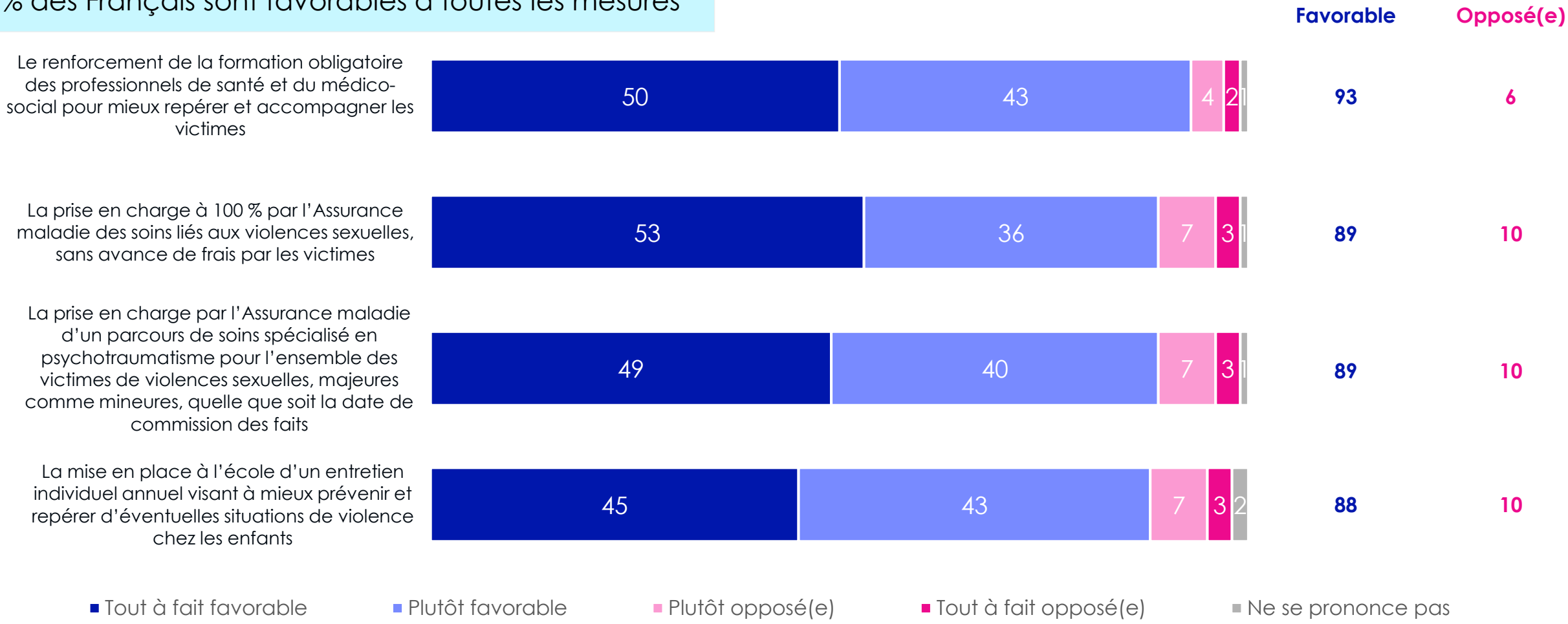
1. Exonérer les pensions alimentaires reçues de l'impôt sur le revenu en supprimant en contrepartie la déduction fiscale pour le parent qui verse la pension alimentaire
2. La révision annuelle automatique des pensions alimentaires selon l'indice des prix à la consommation publié par l'INSEE
3. L'augmentation de l'allocation de soutien familial (ASF), qui vise à aider à l'éducation d'enfants privés du soutien d'au moins un des parents en leur garantissant une contribution minimale d'entretien délivrée par la CAF (Caisse d'Allocations Familiales)

1. Tout à fait favorable
2. Plutôt favorable
3. Plutôt opposé(e)
4. Tout à fait opposé(e)

Résultats de l'enquête

Près de 9 Français sur 10 se déclarent favorables aux différentes mesures testées concernant la prise en charge des victimes de violences sexistes et sexuelles, avec près d'1 sur 2 y étant *tout à fait favorable*

79% des Français sont favorables à toutes les mesures



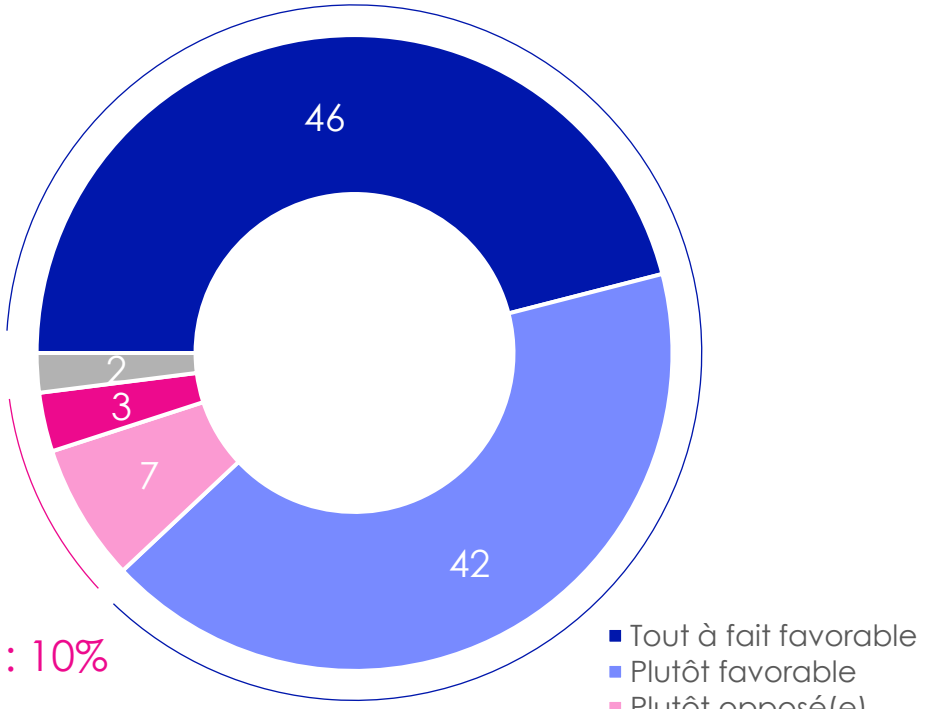
Etes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?
Base : A tous, en %

La perception de différentes mesures concernant la prise en charge par la Sécurité sociale des victimes de violences sexistes et sexuelles, selon la proximité politique

	Ensemble	Proximité politique						
		La France Insoumise	Les Ecologistes	Parti socialiste	Renaissance	Les Républicains	Rassemblement National	Sans préférence partisane
Le renforcement de la formation obligatoire des professionnels de santé et du médico-social pour mieux repérer et accompagner les victimes	**93**	95	99	97	95	91	94	94
La prise en charge à 100 % par l'Assurance maladie des soins liés aux violences sexuelles, sans avance de frais par les victimes	**89**	95	91	93	92	85	90	89
La prise en charge par l'Assurance maladie d'un parcours de soins spécialisé en psychotraumatisme pour l'ensemble des victimes de violences sexuelles, majeures comme mineures, quelle que soit la date de commission des faits	**89**	93	95	98	87	93	89	92
La mise en place à l'école d'un entretien individuel annuel visant à mieux prévenir et repérer d'éventuelles situations de violence chez les enfants	**88**	93	95	95	85	85	86	92

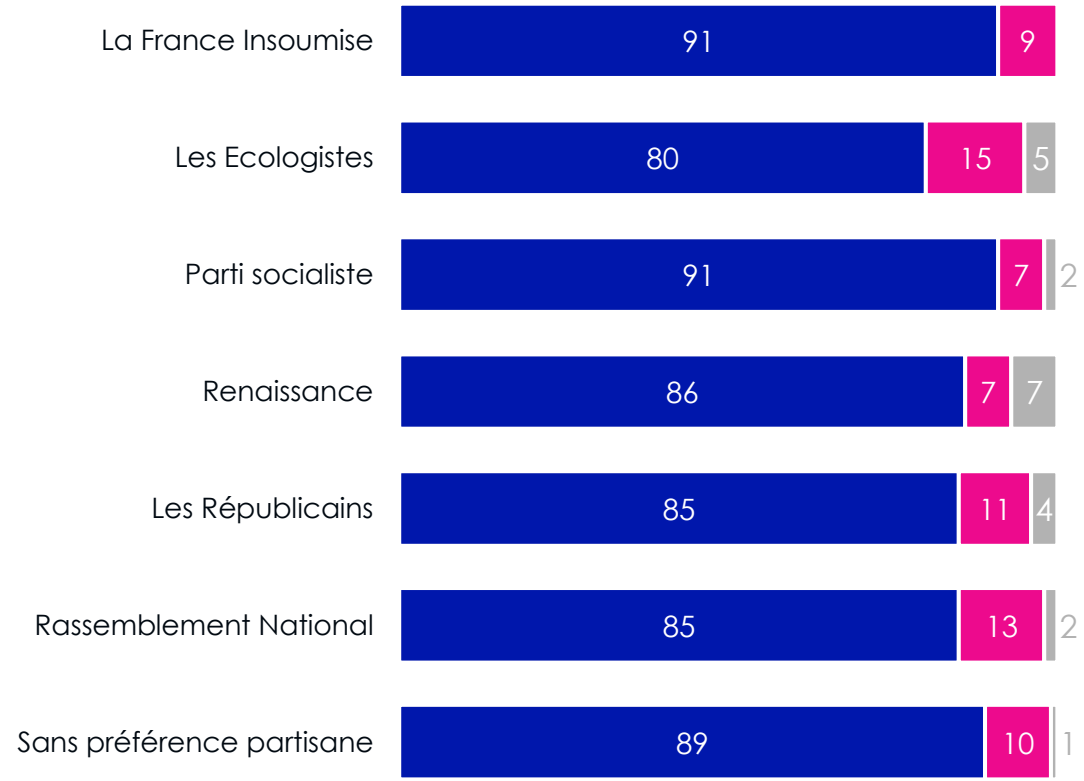
La quasi-totalité des personnes interrogées est favorable au renforcement du contrôle des investissements étrangers dans les entreprises françaises jugées stratégiques, et ce de façon homogène parmi les sympathisants des différentes formations politiques

Favorable au contrôle des investissements étrangers dans les entreprises françaises stratégiques : 88%



Opposé(e) : 10%

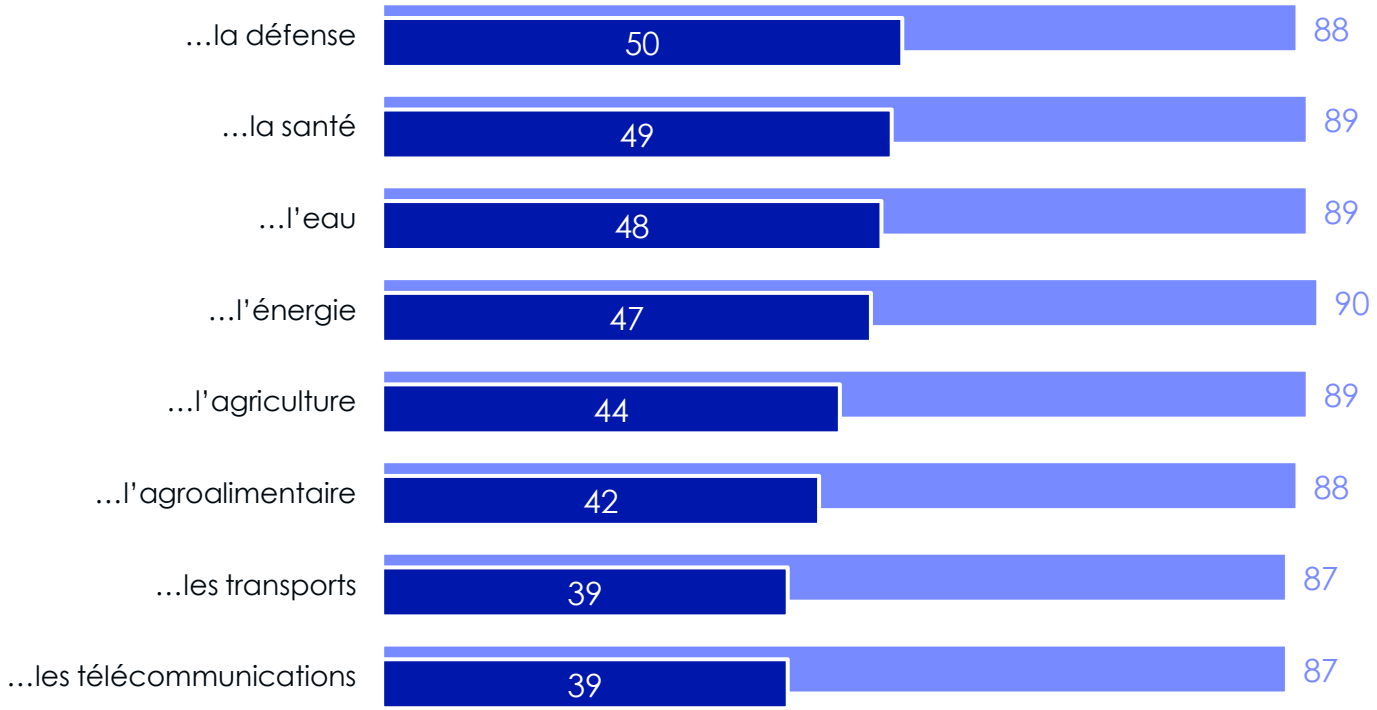
En % de Favorable / Opposé(e)



Êtes-vous favorable ou opposé(e) au renforcement du contrôle de l'Etat sur les investissements étrangers dans les entreprises jugées stratégiques pour la France ?
Base : A tous, en %

Les Français se montrent très favorable dans l'ensemble au renforcement du contrôle des investissements étrangers dans l'ensemble des domaines testés, et plus encore dans les secteurs de la défense, la santé, l'eau et l'énergie

Contrôler les investissements étrangers dans les entreprises du domaine de…



En % de Tout à fait favorable / Favorable

Et plus précisément seriez-vous favorable ou opposé(e) au renforcement du contrôle des investissements étrangers par l'Etat dans chacun des domaines suivants ? Les entreprises de…
Base : A tous, en %

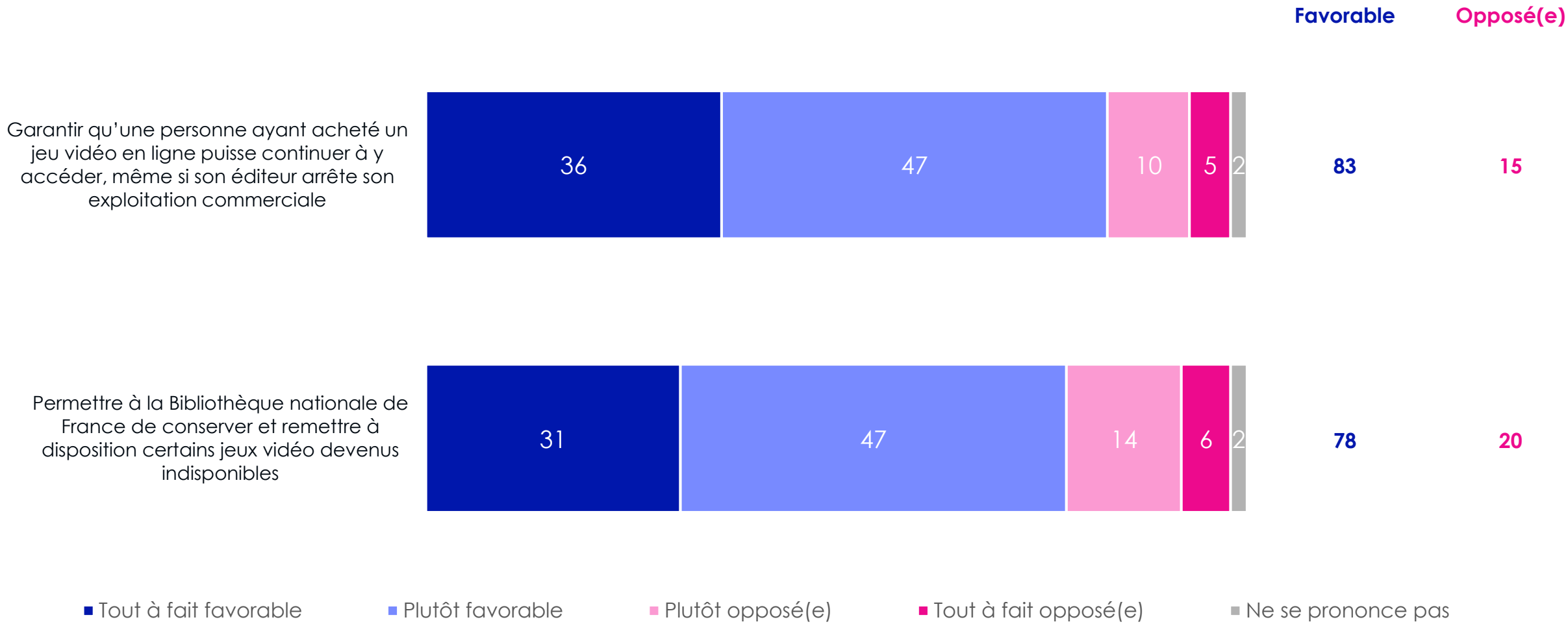
La perception de différentes mesures concernant le renforcement du contrôle des investissements étrangers, selon la proximité politique

Contrôler les investissements étrangers dans les entreprises du domaine de…

		Proximité politique						
	Ensemble	**La France Insoumise**	**Les Ecologistes**	**Parti socialiste**	**Renaissance**	**Les Républicains**	**Rassemblement National**	**Sans préférence partisane**
…la défense	**50**	45	40	59	56	52	51	53
…la santé	**49**	66	49	53	53	51	49	49
…l'eau	**48**	56	56	53	40	52	46	49
…l'énergie	**47**	50	42	54	47	51	46	48
…l'agriculture	**44**	54	36	53	41	45	42	44
…l'agroalimentaire	**42**	48	51	47	31	43	42	44
…les transports	**39**	46	39	38	45	38	38	41
…les télécommunications	**39**	41	46	41	41	37	36	43

Et plus précisément seriez-vous favorable ou opposé(e) au renforcement du contrôle des investissements étrangers par l'Etat dans chacun des domaines suivants ? Les entreprises de…
*Base : A tous, en % de « **Tout à fait favorable** »*

Plus de 3 Français sur 4 indiquent être en faveur de ces mesures visant à garantir que les joueurs puissent avoir un accès pérenne aux jeux vidéo qu'ils ont achetés



Aujourd'hui, certains jeux vidéo achetés en ligne peuvent devenir inaccessibles lorsque leur éditeur arrête leur exploitation ou ferme les services nécessaires à leur fonctionnement. Êtes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?
Base : A tous, en %

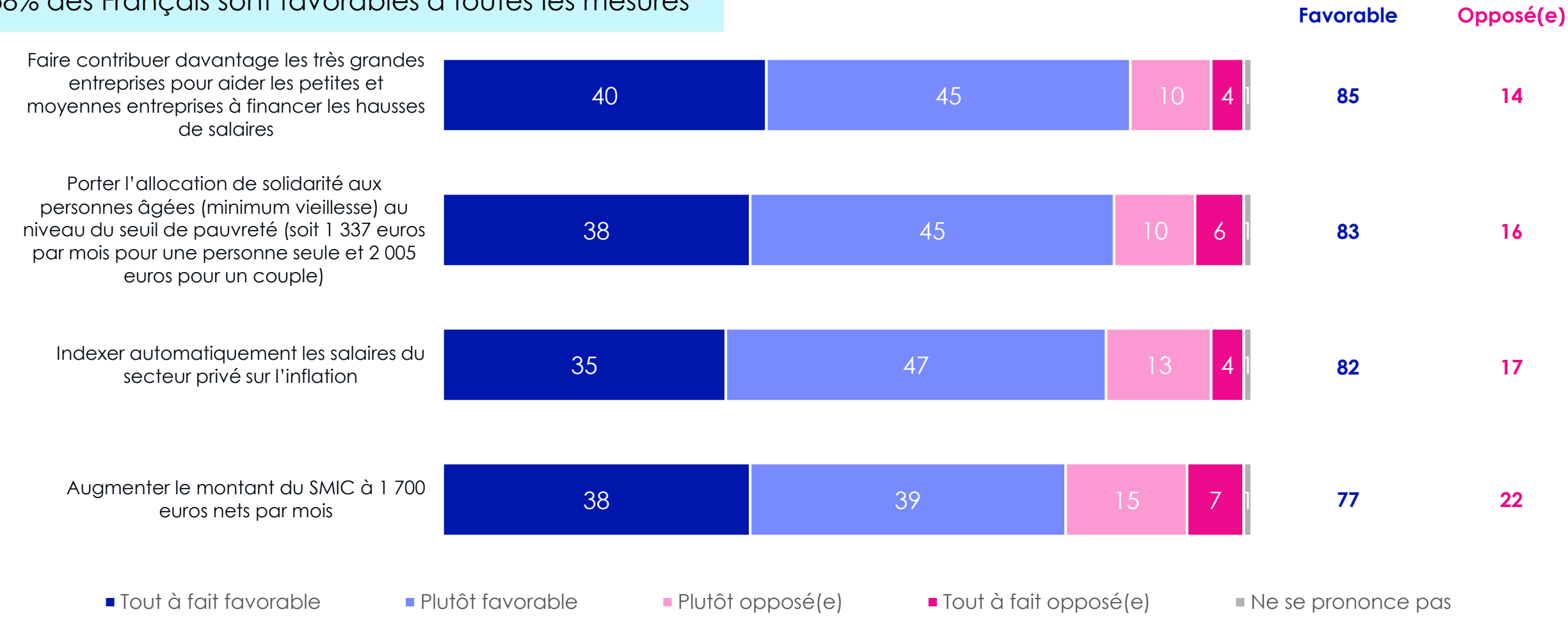
La perception de différentes mesures concernant les droits des joueurs et joueuses à la pérennité des jeux vidéo, selon la proximité politique

	Ensemble	Proximité politique						
		La France Insoumise	Les Ecologistes	Parti socialiste	Renaissance	Les Républicains	Rassemblement National	Sans préférence partisane
Garantir qu'une personne ayant acheté un jeu vidéo en ligne puisse continuer à y accéder, même si son éditeur arrête son exploitation commerciale	**83**	90	84	85	85	81	80	83
Permettre à la Bibliothèque nationale de France de conserver et remettre à disposition certains jeux vidéo devenus indisponibles	**78**	90	82	83	85	70	75	76

Aujourd'hui, certains jeux vidéo achetés en ligne peuvent devenir inaccessibles lorsque leur éditeur arrête leur exploitation ou ferme les services nécessaires à leur fonctionnement. Êtes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?
*Base : A tous, en % de « **Favorable** »*

Les mesures économiques testées recueillent le soutien de 7 à 8 Français sur 10, en particulier celle visant à faire contribuer davantage les très grandes entreprises pour aider les PME et les TPE à financer des hausses de salaires

58% des Français sont favorables à toutes les mesures



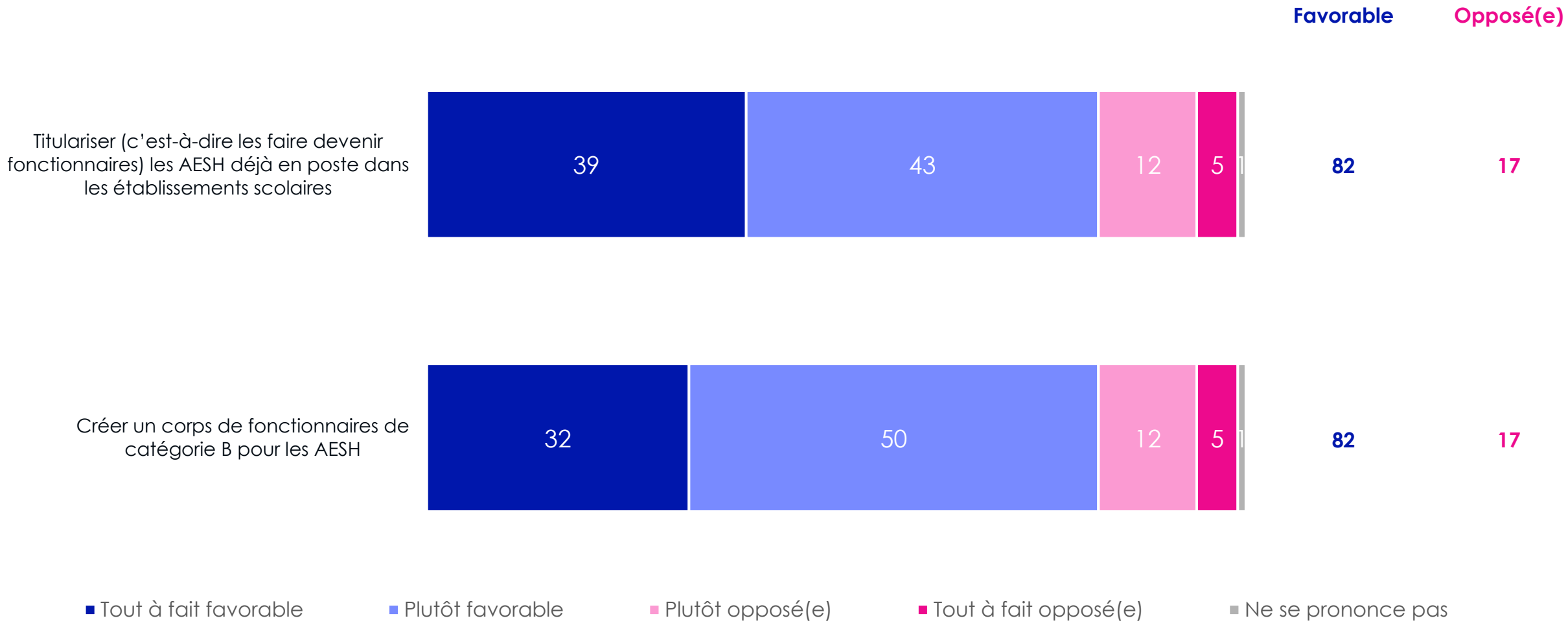
Êtes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?
Base : A tous, en %

La perception de différentes mesures concernant l'augmentation des salaires et des pensions, selon la proximité politique

	Ensemble	Proximité politique						
		La France Insoumise	Les Ecologistes	Parti socialiste	Renaissance	Les Républicains	Rassemblement National	Sans préférence partisane
Augmenter le montant du SMIC à 1 700 euros nets par mois	**77**	96	78	87	65	74	74	76
Indexer automatiquement les salaires du secteur privé sur l'inflation	**82**	89	81	89	77	83	80	84
Porter l'allocation de solidarité aux personnes âgées (minimum vieillesse) au niveau du seuil de pauvreté (soit 1 337 euros par mois pour une personne seule et 2 005 euros pour un couple)	**83**	86	85	93	78	83	82	85
Faire contribuer davantage les très grandes entreprises pour aider les petites et moyennes entreprises à financer les hausses de salaires	**85**	93	88	96	80	81	82	86

Êtes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?
*Base : A tous, en % de « **Favorable** »*

Titulariser les AESH en poste et créer un corps de fonctionnaires pour ces métiers sont deux mesures soutenues par 8 Français sur 10



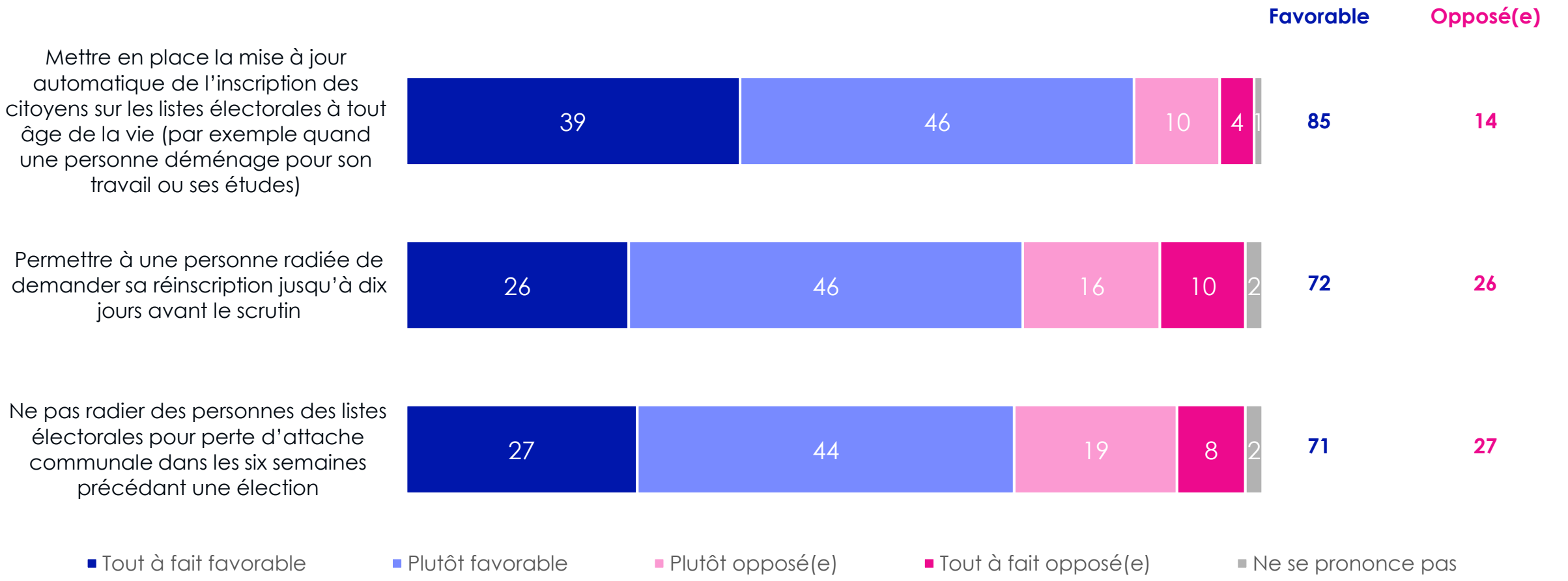
Les AESH sont les accompagnants d'élèves en situation de handicap. Êtes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?
Base : A tous, en %

La perception de différentes mesures concernant la création d'un corps de fonctionnaire des AESH, selon la proximité politique

	Ensemble	Proximité politique						
		La France Insoumise	Les Ecologistes	Parti socialiste	Renaissance	Les Républicains	Rassemblement National	Sans préférence partisane
Titulariser (c'est-à-dire les faire devenir fonctionnaires) les AESH déjà en poste dans les établissements scolaires	**82**	92	80	92	78	79	78	82
Créer un corps de fonctionnaires de catégorie B pour les AESH	**82**	90	81	95	78	77	81	80

Les AESH sont les accompagnants d'élèves en situation de handicap. Êtes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?
*Base : A tous, en % de « **Favorable** »*

La mise à jour automatique de l'inscription sur les listes électorales est largement soutenue par les Français, tout comme les mesures visant à limiter les radiations et à permettre la réinscription sur les listes électorales en amont d'un scrutin



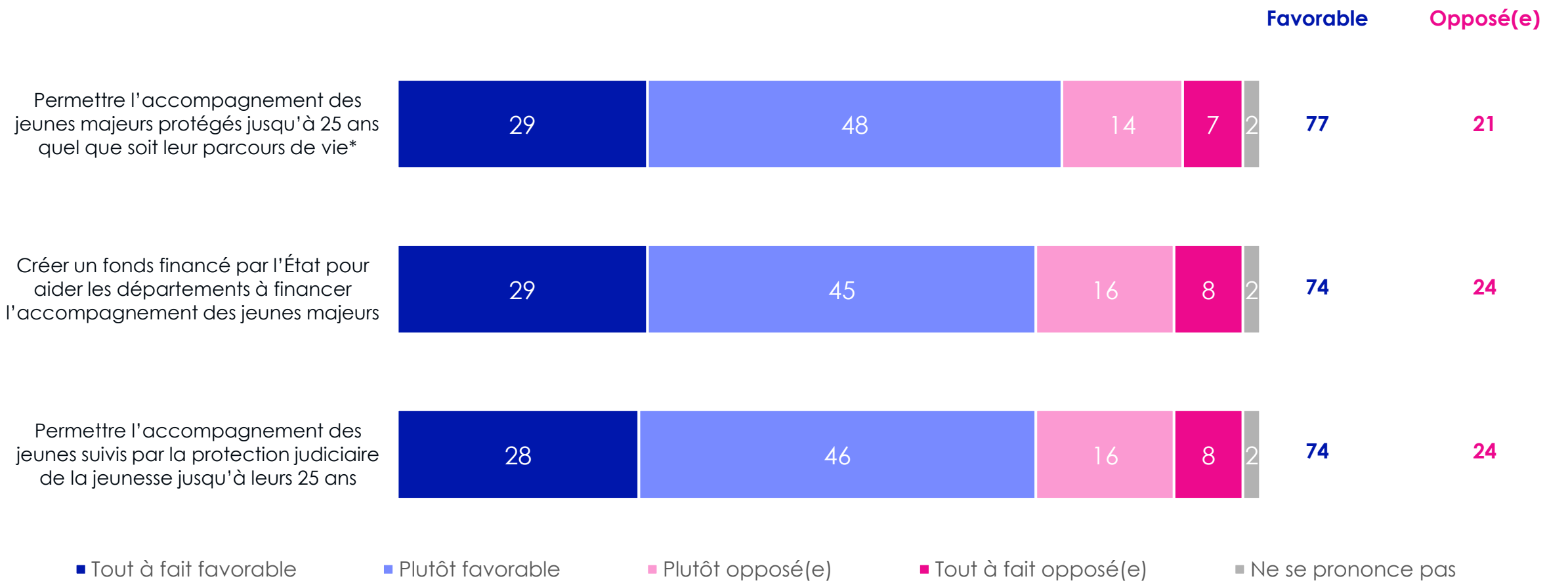
Aujourd'hui, une personne peut être radiée des listes électorales d'une commune si elle est considérée comme n'ayant plus d'attache suffisante avec cette commune (une personne faisant ses études dans une autre ville, une personne ayant déménagé sans avoir fait les démarches pour changer son inscription électorale…). Êtes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?
Base : A tous, en %

La perception de différentes mesures concernant le droit de vote et la radiation des listes électorales, selon la proximité politique

	Ensemble	Proximité politique						
		La France Insoumise	Les Ecologistes	Parti socialiste	Renaissance	Les Républicains	Rassemblement National	Sans préférence partisane
Mettre en place la mise à jour automatique de l'inscription des citoyens sur les listes électorales à tout âge de la vie (par exemple quand une personne déménage pour son travail ou ses études)	**85**	87	79	91	94	84	82	84
Permettre à une personne radiée de demander sa réinscription jusqu'à dix jours avant le scrutin	**72**	77	82	76	68	65	70	76
Ne pas radier des personnes des listes électorales pour perte d'attache communale dans les six semaines précédant une élection	**71**	74	76	81	70	70	66	74

Aujourd'hui, une personne peut être radiée des listes électorales d'une commune si elle est considérée comme n'ayant plus d'attache suffisante avec cette commune (une personne faisant ses études dans une autre ville, une personne ayant déménagé sans avoir fait les démarches pour changer son inscription électorale…). Êtes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?
*Base : A tous, en % de « **Favorable** »*

Environ 3 Français sur 4 soutiennent les mesures concernant l'accompagnement des enfants et des jeunes en difficulté et souhaitent notamment le prolongement de l'ASE et de la PJJ jusqu'à 25 ans



L'aide sociale à l'enfance (ASE) accompagne les enfants et jeunes en difficulté. La protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) suit notamment des jeunes faisant l'objet de mesures judiciaires. Actuellement, ces deux dispositifs suivent les jeunes jusqu'à leurs 21 ans. Êtes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?
Base : A tous, en %

*L'item entier est : « Permettre l'accompagnement des jeunes majeurs protégés jusqu'à 25 ans quel que soit leur parcours de vie (qu'ils soient issus de l'aide sociale à l'enfance, de la protection judiciaire de la jeunesse, ou que leur vulnérabilité sur le plan familial soit repérée post majorité) »

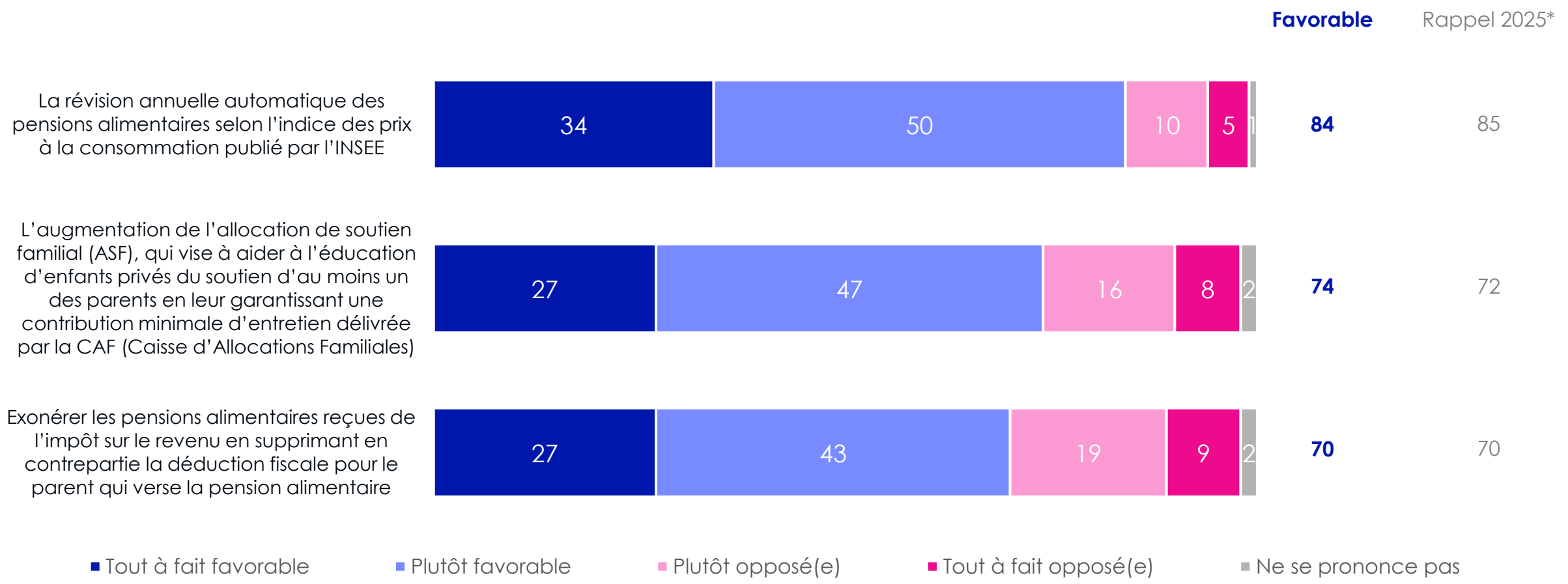
La perception de différentes mesures concernant la protection des jeunes majeurs de l'ASE et de la PJJ, selon la proximité politique

		Proximité politique						
	Ensemble	**La France Insoumise**	**Les Ecologistes**	**Parti socialiste**	**Renaissance**	**Les Républicains**	**Rassemblement National**	**Sans préférence partisane**
Permettre l'accompagnement des jeunes majeurs protégés jusqu'à 25 ans quel que soit leur parcours de vie*	**77**	92	72	89	78	72	75	75
Créer un fonds financé par l'État pour aider les départements à financer l'accompagnement des jeunes majeurs	**74**	95	82	82	67	63	68	70
Permettre l'accompagnement des jeunes suivis par la protection judiciaire de la jeunesse jusqu'à leurs 25 ans	**74**	80	76	90	80	67	70	73

L'aide sociale à l'enfance (ASE) accompagne les enfants et jeunes en difficulté. La protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) suit notamment des jeunes faisant l'objet de mesures judiciaires. Actuellement, ces deux dispositifs suivent les jeunes jusqu'à leurs 21 ans. Êtes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?
*Base : A tous, en % de « **Favorable** »*

*L'item entier est : « Permettre l'accompagnement des jeunes majeurs protégés jusqu'à 25 ans quel que soit leur parcours de vie (qu'ils soient issus de l'aide sociale à l'enfance, de la protection judiciaire de la jeunesse, ou que leur vulnérabilité sur le plan familial soit repérée post majorité) »

Plus de 8 Français sur 10 se montrent favorables à la révision annuelle automatique des pensions alimentaires et 7 sur 10 favorables à l'augmentation de l'allocation de soutien familial et à la fin de la déduction fiscale pour le payeur d'une pension alimentaire



Aujourd'hui, les pensions alimentaires versées au parent qui a la garde des enfants sont assujetties à l'impôt sur le revenu, tandis que le versement de cette pension alimentaire par le parent « non-gardien » bénéficie de la possibilité de déduire ce montant de l'impôt sur le revenu. Seriez-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?
Base : A tous, en %

Rappels issus de l'étude « Niche parlementaire 2025 » réalisée en ligne pour LFI, du 10 au 12 novembre 2025, auprès d'un échantillon de 1 173 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La perception de différentes mesures concernant les pensions alimentaires, selon la proximité politique

	Ensemble	Proximité politique						
		La France Insoumise	Les Ecologistes	Parti socialiste	Renaissance	Les Républicains	Rassemblement National	Sans préférence partisane
La révision annuelle automatique des pensions alimentaires selon l'indice des prix à la consommation publié par l'INSEE	**84**	84	83	95	88	83	84	83
L'augmentation de l'allocation de soutien familial (ASF), qui vise à aider à l'éducation d'enfants privés du soutien d'au moins un des parents en leur garantissant une contribution minimale d'entretien délivrée par la CAF (Caisse d'Allocations Familiales)	**74**	90	79	92	76	68	68	72
Exonérer les pensions alimentaires reçues de l'impôt sur le revenu en supprimant en contrepartie la déduction fiscale pour le parent qui verse la pension alimentaire	**70**	76	62	75	73	71	72	66

Aujourd'hui, les pensions alimentaires versées au parent qui a la garde des enfants sont assujetties à l'impôt sur le revenu, tandis que le versement de cette pension alimentaire par le parent « non-gardien » bénéficie de la possibilité de déduire ce montant de l'impôt sur le revenu. Seriez-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?

*Base : A tous, en % de « **Favorable** »*

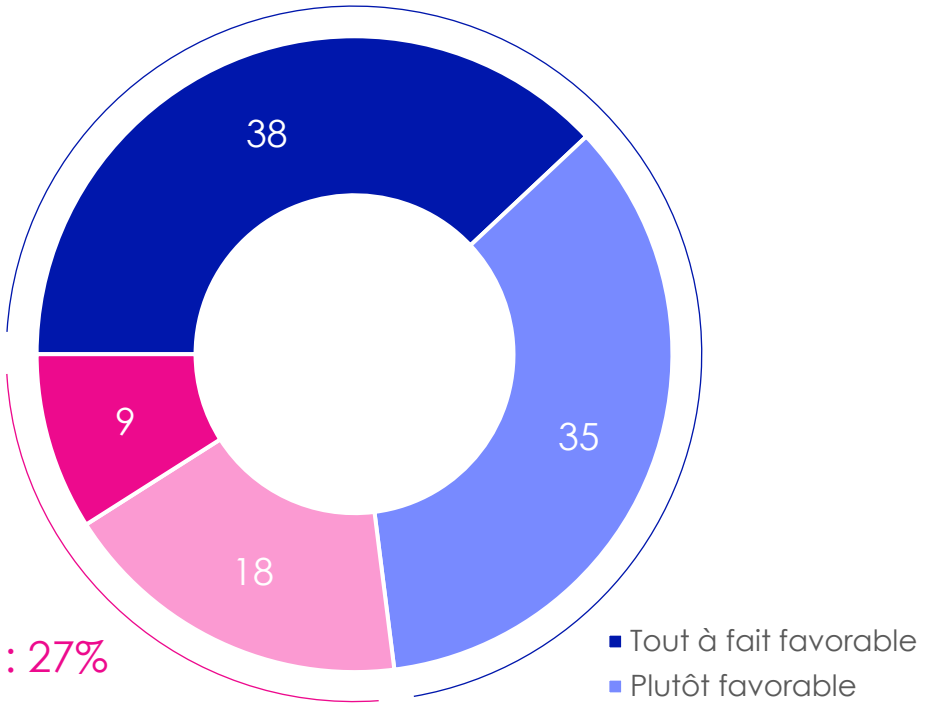
La perception de différentes mesures concernant les pensions alimentaires selon la situation parentale

	Ensemble	Situation parentale			
		Seul(e) sans enfant	Seul(e) avec enfant(s)	En couple sans enfant	En couple avec enfant(s)
La révision annuelle automatique des pensions alimentaires selon l'indice des prix à la consommation publié par l'INSEE	**84**	83	89	87	83
L'augmentation de l'allocation de soutien familial (ASF), qui vise à aider à l'éducation d'enfants privés du soutien d'au moins un des parents en leur garantissant une contribution minimale d'entretien délivrée par la CAF (Caisse d'Allocations Familiales)	**74**	75	88	68	76
Exonérer les pensions alimentaires reçues de l'impôt sur le revenu en supprimant en contrepartie la déduction fiscale pour le parent qui verse la pension alimentaire	**70**	69	80	64	77

Aujourd'hui, les pensions alimentaires versées au parent qui a la garde des enfants sont assujetties à l'impôt sur le revenu, tandis que le versement de cette pension alimentaire par le parent « non-gardien » bénéficie de la possibilité de déduire ce montant de l'impôt sur le revenu. Seriez-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?
*Base : A tous, en % de « **Favorable** »*

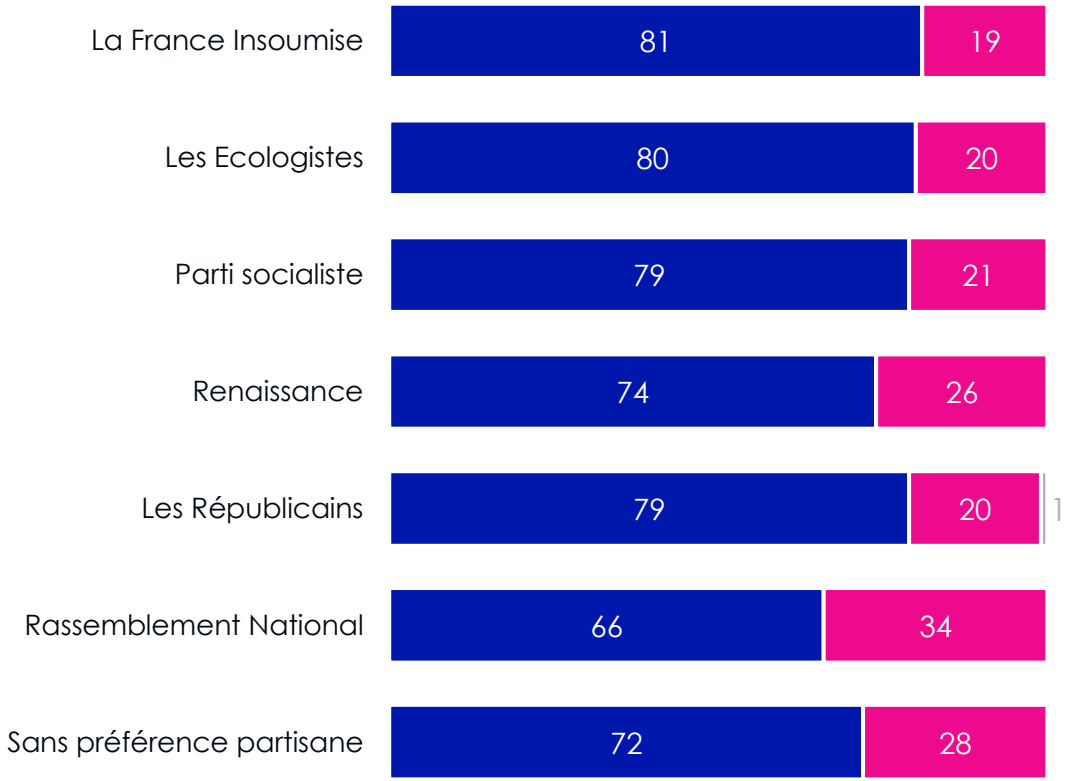
Le rétablissement de l'interdiction de l'acétamipride et du flupyradifurone est soutenu par près des trois quarts des Français, une mesure homogène parmi les sympathisants des différentes formations politiques – à l'exception de ceux du Rassemblement National qui se trouvent légèrement en retrait

Favorable au rétablissement de l'interdiction de l'acétamipride et du flupyradifurone : 73%



Opposé(e) : 27%

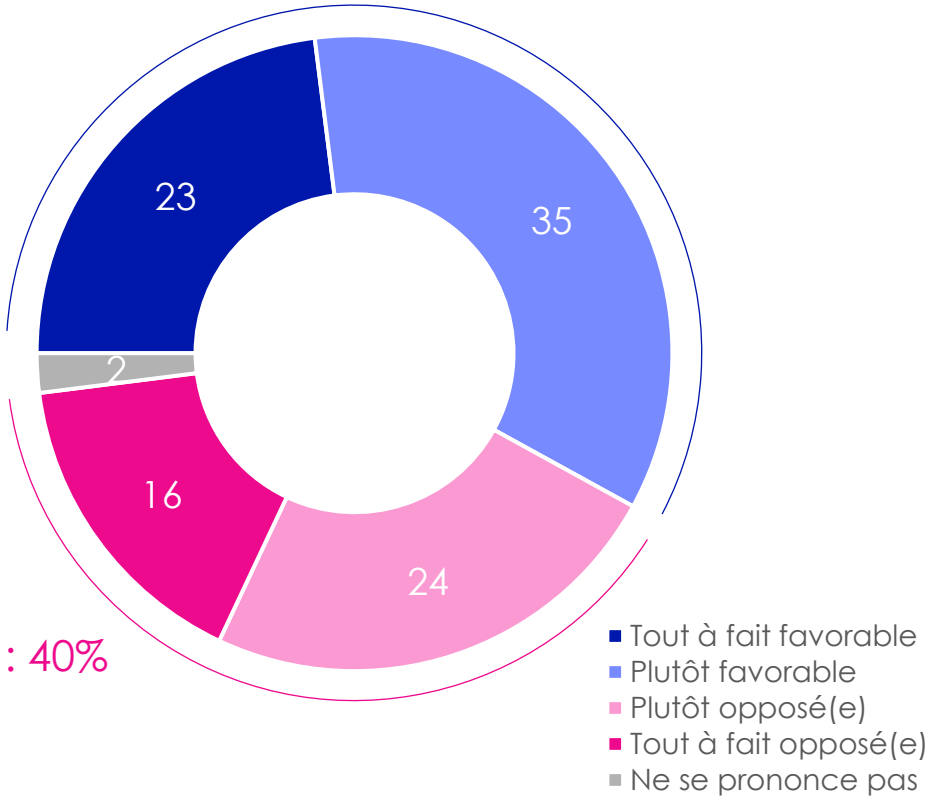
En % de Favorable / Opposé(e)



En 2026, l'usage de deux pesticides, l'acétamipride et le flupyradifurone, a de nouveau été autorisé pour certaines cultures agricoles (noisettes, cerises, pommes, betterave à sucre). Seriez-vous favorable ou opposé(e) à ce que l'acétamipride et le flupyradifurone soient de nouveau interdits ?
Base : A tous, en %

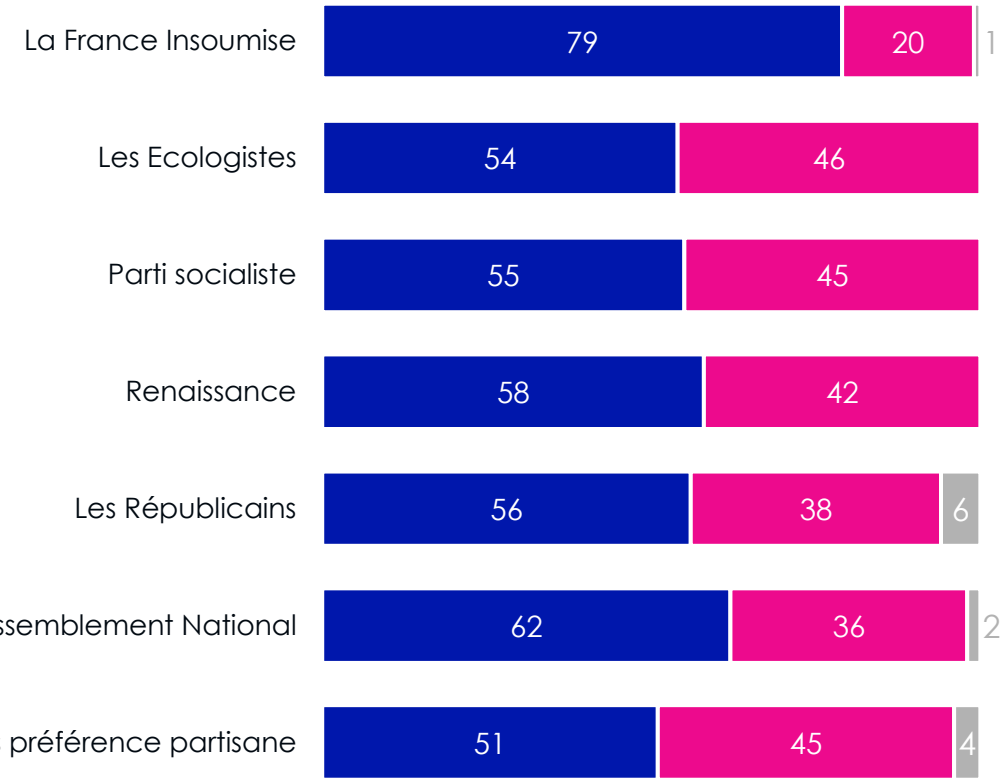
La proposition d'abrogation des amendes forfaitaires délictuelles et son remplacement par une procédure pénale standard obtient le soutien d'une majorité de Français, et est largement soutenue par les sympathisants insoumis

Favorable à l'abrogation des amendes forfaitaires délictuelles : 58%



Opposé(e) : 40%

En % de Favorable / Opposé(e)

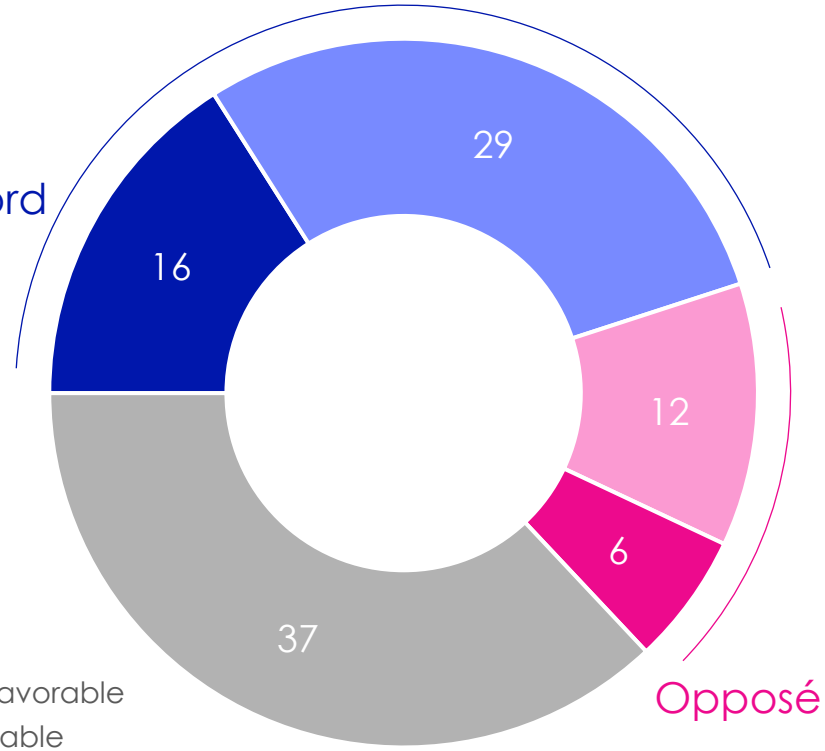


Aujourd'hui, certains délits peuvent être sanctionnés par une amende forfaitaire délictuelle, c'est-à-dire une amende décidée directement par les membres des forces de l'ordre (policier, gendarme) sans procès immédiat devant un juge. Seriez-vous favorable ou opposé(e) à l'abrogation (c'est-à-dire la suppression) du dispositif des amendes forfaitaires délictuelles, c'est-à-dire que l'ensemble des délits seraient concernés par une procédure pénale standard (en passant devant un tribunal correctionnel) ?

Base : A tous, en %

Le moratoire de dix ans sur la réalisation du Canal Seine-Nord Europe est soutenu par près de la moitié des Français et en particulier par les sympathisants insoumis. Toutefois, plus d'un tiers des Français ne se positionnent pas par manque de connaissance sur le sujet

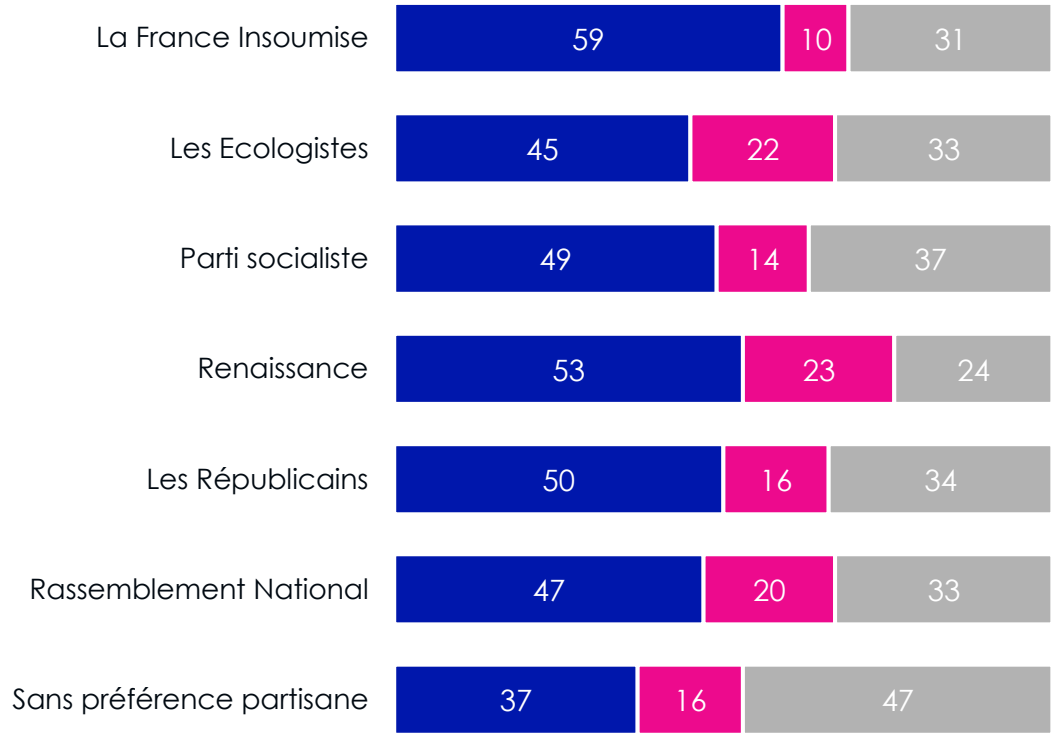
Favorable au moratoire sur le Canal Seine-Nord Europe : 45%



Opposé(e) : 18%

- Tout à fait favorable
- Plutôt favorable
- Plutôt opposé(e)
- Tout à fait opposé(e)
- Vous ne connaissez pas assez ce projet pour vous prononcer

En % de Favorable / Opposé(e)



Le Canal Seine-Nord Europe est un projet de grand canal fluvial d'une longueur de 107 km à travers les départements de l'Oise, de la Somme et du Nord, destiné à relier le bassin de la Seine au réseau fluvial du nord de l'Europe. Les parties prenantes du projet mettre en avant ses apports en matière d'économie, de maîtrise de l'eau et d'écologie tandis que celui-ci est contesté par divers acteurs pour son coût, les risques pour l'écosystème local et la préexistence d'un autre canal.
Êtes-vous favorable ou opposé(e) à l'instauration d'un moratoire de dix années sur la réalisation du Canal Seine-Nord Europe et de ses aménagements associés, c'est-à-dire la suspension de ce projet durant 10 ans ?
Base : A tous, en %

toluna

harris interactive
a toluna company

Contacts Toluna – Harris Interactive en France :

Jean-Daniel Lévy
Directeur délégué – Stratégies politiques et d'opinion
jdlevy@toluna.com

Jean-Philippe Dubrulle
Directeur des études – Département Politique et Opinion
jphilippe.dubrulle@toluna.com

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée des éléments techniques suivants : le **nom de l'institut**, le **nom du commanditaire** de l'étude, la **méthode d'enquête**, les **dates de réalisation** et la **taille de l'échantillon**.